MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

COMITE NATIONAL DE COORDINATION /
COMITÉ NATIONAL DE POLITIQUE
ÉCONOMIQUE (CNC/CNPE)

DIRECTION DE L'ECONOMIE/SECRETARIAT TECHNIQUE

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail- Liberté-Patrie

N° 04-10 /CNPE/DE/ST

JUIN 2011

RAPPORT SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU TOGO EN 2010

CNC/CNPE DU TOGO

CEDEAO

TABLE DES MATIERES

RESUME ---------- 3

INTRODUCTION ---------- 5

I. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE NATIONALE ---------- 6
I.1. Secteur réel ---------- 6
I.1.1. L'offre et la demande de biens et services ---------- 6
I.1.2. Les tendances globales de l'offre ---------- 6
I.1.3. Prix et inflation ---------- 8
I.2. Finances publiques et dette publique ---------- 9
I.2.1. Finances publiques ---------- 9
I.2.1.1. Recettes et dons ---------- 9
I.2.1.2. Dépenses et prêts nets ---------- 10
I.2.1.3. Soldes et financement ---------- 10
I.2.2. Dette publique ---------- 10
I.2.2.1. Dette extérieure ---------- 10
I.2.2.2. Dette intérieure ---------- 11
I.3. Secteur monétaire ---------- 11
I.3.1. Les décisions sur la politique monétaire ---------- 11
I.3.1.1. Avoirs extérieurs nets ---------- 11
I.3.1.2. Crédit intérieur ---------- 12
I.3.1.2.1. Position nette du gouvernement ---------- 12
I.3.1.2.2. Crédits à l'économie ---------- 12
I.3.1.3. Masse monétaire ---------- 13
I.4. Secteur extérieur ---------- 13
I.4.1. Commerce extérieur ---------- 13
I.4.2. Balance des paiements ---------- 13
I.4.2.1. Estimations de la balance des paiements 2010 ---------- 13
I.4.2.1.1. Balance courante ---------- 13
I.4.2.1.2. Compte de capital et d'opérations financières ---------- 14

II. PERFORMANCE AU TITRE DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE ---------- 14
II.1. Critères de premier rang ---------- 14
II.2. Critères de second rang ---------- 15

III. HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ---------- 15
III.1. Protocoles et Conventions de la CEDEAO non encore ratifiés par le Togo ---------- 15
III.2. Libre circulation des personnes et des biens, droit de résidence et d'exercice des professions libérales 16
III.3. Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO ---------- 16

IV. PERSPECTIVES 2011 ---------- 17

CONCLUSION ---------- 18

ANNEXES ---------- 19

RESUME

La conjoncture économique mondiale en décembre 2010 a continué de s'améliorer mais de façon disparate. La croissance a été estimée à 5,0% contre une baisse de 0,6% pour l'année 2009 marquée par une profonde récession. La reprise est, en partie, due aux mesures de relance mises en œuvre dans les pays développés. Toutefois, le redémarrage de l'activité économique internationale reste tiré principalement par les pays émergents. Quant à l'inflation mondiale, elle est en hausse à la fin du quatrième trimestre 2010 du fait de la flambée des cours mondiaux des produits agricoles et pétroliers.

Au plan national, la hausse des cours mondiaux des produits alimentaires et pétroliers crée un environnement peu favorable à l'économie togolaise. Néanmoins, l'inflation demeure encore maîtrisée en dépit de la hausse des prix de certains biens importés. Par ailleurs, l'année 2010 a été marquée par une augmentation des recettes de l'Etat, un accroissement des dépenses courantes et des dépenses d'investissement ainsi qu'une progression des crédits à l'économie.

Le taux de croissance du PIB réel en 2010 a été essentiellement tiré par le secteur tertiaire grâce à la bonne performance dans le commerce et, dans une moindre mesure, par le secteur primaire. En effet, les nouvelles estimations du PIB fixent le taux de croissance réel à 3,7% en 2010 contre 3,4% en 2009.

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) base 100 en 2008 au quatrième trimestre 2010 s'établit à 106,0 contre 105,7 au troisième trimestre 2010, soit une hausse de 0,3%. En décembre 2010, l'IHPC s'établit à 108,3, en hausse de 3,8% par rapport au mois correspondant de l'année 2009.

La situation des finances publiques à fin décembre 2010 comparée à celle de la même période de 2009 donne une progression de 13,2% des recettes totales et dons, une hausse de 8,6% des dépenses totales et prêts nets et un solde global base caisse de -41,0 milliard de FCFA contre -20,8 milliards de FCFA un an plus tôt.

L'encours de la dette publique totale est passé de 1.261,7 milliards de FCFA à fin décembre 2009 à 709,2 milliards de FCFA à fin décembre 2010 enregistrant une baisse de 43,8%. Au terme de l'année 2010, l'encours de la dette extérieure totale se chiffre à 236,3 milliards de FCFA contre 770,1 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une diminution de 69,3%. Cette baisse résulte essentiellement de l'annulation d'une partie du stock de la dette extérieure consécutive à l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE. L'encours de la dette intérieure, à fin décembre 2010, s'élève à 472,9 milliards de FCFA contre 491,6 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une baisse de 3,8%.

En 2010, le solde global de la balance des paiements est excédentaire de 18,0 milliards et résulte d'un déficit courant de 94,8 milliards et d'un excédent des flux nets de capitaux de 112,7 milliards.

La situation monétaire à fin décembre 2010 est caractérisée par une hausse de 18,2 milliards de FCFA des avoirs extérieurs nets, une augmentation de 90,3

milliards de FCFA du crédit intérieur et un accroissement de 100,3 milliards de FCFA de la masse monétaire.

Quant à la performance en termes de la convergence macroéconomique en 2010, le Togo a respecté tous les critères de premier rang et deux critères de second rang.

En 2011, la reprise économique devrait se poursuivre. Ces perspectives reposent sur l'hypothèse d'une progression de la production vivrière en raison du maintien des mesures de soutien du gouvernement aux paysans, notamment la mise à disposition des engrais. Le secteur secondaire aussi devrait connaître une amélioration sensible grâce aux bâtiments et travaux publics en raison de la politique de reconstruction des infrastructures mise en œuvre par le Gouvernement.

INTRODUCTION

Au cours du quatrième trimestre 2010, la conjoncture économique mondiale continue de s'améliorer mais de façon disparate. La croissance serait estimée à 5,0% contre une baisse de 0,6% pour l'année 2009 marquée par une profonde récession. La reprise est, en partie, due aux mesures de relance mises en œuvre dans les pays développés. Toutefois, le redémarrage de l'activité économique internationale reste tiré principalement par les pays émergents. La zone Afrique subsaharienne atteindrait une croissance de près de 5,0% soutenue surtout par les pays exportateurs de pétrole. En 2009, la croissance dans cette zone serait ressortie à 2,8%. Quant à l'inflation mondiale, elle est en hausse à la fin du trimestre du fait de la flambée des cours mondiaux des produits agricoles et pétroliers. Dans la zone UEMOA, la hausse des prix est beaucoup plus modérée.

Au plan national, la hausse des cours mondiaux des produits de base laisse entrevoir un environnement peu favorable à l'économie togolaise. Néanmoins, l'inflation demeure encore maîtrisée en dépit de la hausse des prix de certains biens importés. Par ailleurs, le quatrième trimestre 2010 a été marqué par une augmentation des recettes de l'Etat, un accroissement des dépenses courantes et des dépenses d'investissement ainsi qu'une progression des crédits à l'économie.

Le présent rapport fait une analyse de la situation conjoncturelle suivie de l'évolution des comptes macroéconomiques au titre de l'année 2010.

I. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE NATIONALE

I.1. Secteur réel

I.1.1. L'offre et la demande de biens et services

Le taux de croissance du PIB réel en 2010 a été essentiellement tiré par le secteur tertiaire grâce à la bonne performance dans le commerce et, dans une moindre mesure, le secteur primaire. Au niveau des emplois et ressources, les moteurs de la croissance ont été la consommation finale des ménages, la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) publique et les exportations. La filière phosphate est toujours en restructuration et la production a légèrement régressé en 2010.

Les nouvelles estimations du PIB[1] fixent le taux de croissance réel à 3,7% en 2010 contre 3,4% en 2009. La prévision du taux de croissance de 2010 était de 3,4% en septembre 2010. La différence s'explique notamment par une meilleure performance du secteur tertiaire (portée notamment par le commerce et les transports) et les cultures de rente (coton).

En 2010, la demande intérieure représente 115,7% du PIB contre 115,6% en 2009. La consommation privée représente 84,9% du PIB en 2010 contre 82,8% en 2009. La part de la consommation publique passe de 14,2% en 2009 à 12,1% en 2010 en raison de la maîtrise des dépenses courantes. Le taux d'investissement est passé de 18,7% en 2009 à 18,8% en 2010 sous l'impulsion de la FBCF publique dont la part relative passe de 6,2% en 2009 à 7,9% en 2010 reflétant l'évolution des dépenses d'investissement public. La propension moyenne à exporter les biens et services est de 38,6% en 2010 contre 37,8% en 2009. Ces données sont respectivement de 53,4% en 2009 et 54,3% en 2010 pour la propension moyenne à importer.

I.1.2. Les tendances globales de l'offre

La valeur ajoutée (VA) du secteur primaire augmente de 2,4% contre 8,3% en 2009. Cette décélération du rythme de la croissance sectorielle s'explique par un déficit pluviométrique au moment de l'épiaison du maïs au cours du deuxième trimestre 2010 dans la région maritime et la région des plateaux. La VA des cultures de rente est en progression de 20,9% contre une hausse de 2,6% en 2009 grâce au coton qui a connu une importante hausse de 68,5% contre une baisse de 10,0% en 2009. Ce niveau de production reste toujours faible par rapport aux productions enregistrées avant la crise dans le secteur du coton.

Globalement, la production des cultures vivrières progresse de 0,4% par rapport à 2009 et s'établit à 4.207,5 milliers de tonnes. Toutes les cultures ont enregistré des augmentations en 2010 à l'exception du maïs et du riz paddy. Les plus forts taux de croissance ont été obtenus par les productions du haricot, de l'arachide et du mil et

[1] Après mission du FMI d'avril 2011

sorgho avec respectivement 5,3%, 4,4% et 3,2% par rapport à l'année 2009. Le maïs, céréale la plus consommée, est en régression de 2,1%.

Au niveau des cultures de rente, la production est de 123,6 milliers de tonnes, en progression de 20,1% par rapport à 2009. Les cultures du café et du cacao sont en baisse respectivement de 1,4% et 4,3%. La production du coton a connu une hausse de 68,5% contre une baisse de 10,0% en 2009. Cette évolution s'explique par les prix intéressants des intrants et le regain de confiance par les producteurs qui sont désormais représentés au niveau du Conseil d'Administration de la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT) sans oublier les efforts de relance de la production déployés par le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.

La contribution du secteur primaire à la croissance du PIB est de 0,9% contre 3,1% en 2009.

La VA du secteur secondaire enregistre une hausse de 6,7%. Au niveau des industries extractives, il est noté une hausse de 3,4% contre un recul de 0,2% en 2009. La VA du clinker est en hausse de 3,6% contre une augmentation de 17,9% en 2009 tandis que celle du phosphate a régressé de 1,7% contre une baisse de 12,4% en 2009. Les efforts de rénovation du matériel de production à la mine entrepris par la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT) commenceront par donner les premiers résultats à moyen terme.

Les industries manufacturières sont en hausse de 6,0%. La VA du chapitre **"Electricité, Eau et Gaz"** progresse de 10,6% contre 12,7% en 2009. La VA des **"BTP"** a connu un taux d'accroissement de 7,2% contre 12,2% en 2009.

La contribution du secteur secondaire à la croissance du PIB est de 1,3% contre 0,1% en 2009.

La VA du secteur tertiaire marchand est en hausse de 4,6%. Cet accroissement relève de toutes les branches du secteur, notamment **"Commerce"** avec 8,9%, **"Transports, Entrepôts et Communications"** avec 1,6% et **« Banques, Assurances »** avec 6,1%.

La contribution du secteur tertiaire à la croissance du PIB est de 1,1% en 2010, grâce à la forte contribution de la branche du **« commerce ».**

La VA des branches non marchandes est en hausse de 0,1% contre 2,0% en 2009.

Le PIB nominal est de 1.577,9 milliards de FCFA, en augmentation de 5,6% par rapport à 2009.

L'indice du déflateur du PIB est en progression de 1,9% par rapport à 2009.

Le PIB nominal par habitant passe de 260.640,4 FCFA en 2009 à 268.904,0 FCFA en 2010.

I.1.3. Prix et inflation[2]

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) base 100 en 2008 s'établit au quatrième trimestre 2010 à 106,0 contre 105,7 au troisième trimestre 2010, soit une hausse de 0,3%. **L'IHPC s'établit en décembre 2010 à 108,3, en hausse de 3,8% par rapport au mois correspondant de l'année 2009**.

La moyenne des indices du quatrième trimestre 2010 est en hausse de 1,7% par rapport au quatrième trimestre 2009. Cette évolution provient notamment de l'augmentation des prix des fonctions ***«Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants»*** (4,1%), ***«Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles»*** (3,6%) ***«Transports» (***12,8%) et ***«Restaurants et hôtels»*** (3,4%).

Les douze fonctions de l'indice ont évolué comme suit :

- ***Produits alimentaires et boissons non alcoolisées*** : -3,0%
- ***Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants*** : 4,1%
- ***Articles d'habillement et chaussures*** : 1,5%
- ***Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles*** : 3,6%
- ***Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer*** : 1,9%
- ***Santé*** : 1,1%
- ***Transports*** : 12,8%
- ***Communications*** : -0,2%
- ***Loisirs et culture*** : 1,7%
- ***Enseignement*** : 0,8%
- ***Restaurants et hôtels*** : 3,4%
- ***Biens et services divers*** : -1,6%.

La moyenne de l'ihpc sur les douze mois de l'année 2010 se chiffre à 105,2, en hausse de 1,4% par rapport à la même période de 2009. Cette progression résulte notamment de la hausse des prix des fonctions **«*Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants*»** (4,1%), **«*Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles*»** (1,4%), **«*Transports*»** (6,2%) et **«*Restaurants et hôtels*»** (3,2%).

[2] L'année de base et les pondérations de l'ihpc ont changé pour l'année 2010. La période de base de ce nouvel indice est l'année 2008. Les nouvelles pondérations utilisées proviennent d'une enquête sur les dépenses des ménages réalisée sur 12 mois (mars 2008 à février 2009).

I.2. Finances publiques et dette publique

I.2.1. Finances publiques

La situation des finances publiques à fin décembre 2010 comparée à celle de la même période de 2009 se présente comme suit :

- Une progression de 13,2% des recettes totales et dons ;
- Une hausse de 8,6% des dépenses totales et prêts nets ;
- Un solde global base caisse de -41,0 milliards de FCFA contre -20,8 milliards de FCFA un an plus tôt.

I.2.1.1. Recettes et dons

Les recettes fiscales sont en augmentation de 7,7% et s'établissent à 246,7 milliards de FCFA, évolution impulsée par la **"TVA"** (+18,0%) et les **"impôts sur le commerce extérieur"** (+8,9%) pour des montants respectifs de 109,2 milliards de FCFA et 63,4 milliards de FCFA. Cependant, les impôts sur les revenus et les bénéfices sont en recul de 9,8% par rapport à l'année 2009 en liaison avec la révision à la baisse des taux d'imposition. Les performances enregistrées s'expliquent par les différentes réformes engagées au niveau des régies financières.

Les performances de la Direction Générale des Impôts (DGI) s'expliquent par les réformes engagées depuis 2009 et qui ont abouti à une réorganisation de l'administration fiscale, aux mesures prioritaires prises par la DGI en vue d'un meilleur suivi des recouvrements, au renforcement du contrôle fiscal notamment le contrôle ponctuel et aux nouvelles mesures prioritaires de la loi de finances 2009 visant la fiscalisation progressive des sociétés admises au régime de la zone Franche.

Les performances de la Direction Générale des Douanes (DGD) s'expliquent par le contrôle de toute la chaîne de dédouanement par SYDONIA + + et son extension à tous les services centraux et extérieurs, l'augmentation des importations entraînant un élargissement de l'assiette fiscale, l'adaptation de la législation et de la réglementation au nouveau contexte régional et international, la mise en place d'un partenariat et d'un cadre de discussion avec tous les opérateurs économiques, le renforcement du contrôle a posteriori, le renforcement de la lutte contre la fraude et la limitation des exonérations exceptionnelles.

Les recettes non fiscales sont de 50,2 milliards de FCFA contre 23,3 milliards de FCFA à fin décembre 2009, soit une hausse de 115,5%.

Les dons mobilisés au cours de l'année 2010 s'élèvent à 62,3 milliards de FCFA contre 64,9 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une baisse de 4,0%.

I.2.1.2. Dépenses et prêts nets

Les dépenses courantes s'établissent à 230,9 milliards de FCFA, en baisse de 1,4% par rapport à fin décembre 2009. Cette évolution est l'effet conjugué de la régression des **"salaires et traitements"** (-12,4%) et de la progression des **"transferts et subventions"** et des **"matières et fournitures"** respectivement de 16,9% et 19,9% pour des montants respectifs de 27,9 milliards de FCFA et 48,4 milliards de FCFA. Les intérêts dus au titre de la dette publique se chiffrent à 15,1 milliards de FCFA, soit une progression de 17,7% par rapport à fin décembre 2009.

I.2.1.3. Soldes et financement

Le **"solde global hors dons base ordonnancements"** et le **"solde global"** (dons inclus) sont respectivement de -57,6 milliards de FCFA et 4,7 milliards de FCFA contre respectivement -73,9 milliards de FCFA et -9,0 milliards de FCFA à fin décembre 2009. Le financement intérieur et le financement extérieur sont respectivement de 9,27 milliards de FCFA et 91,9 milliards de FCFA contre respectivement 24,9 milliards de FCFA et 61,45 milliards de FCFA en 2009.

I.2.2. Dette publique

L'encours de la dette publique totale (intérieure et extérieure) est passé de 1.261,7 milliards de FCFA à fin décembre 2009 à 709,2 milliards de FCFA à fin décembre 2010 enregistrant une baisse de 43,8%.

I.2.2.1. Dette extérieure

Au terme de l'année 2010, l'encours de la dette extérieure totale se chiffre à 236,3 milliards de FCFA contre 770,1 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une diminution de 69,3%. Cette baisse résulte essentiellement de la remise de la dette consécutive à l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE.

L'encours de la dette multilatérale se chiffre à 153,0 milliards de FCFA à fin décembre 2010 contre 485,9 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une régression de 68,5%.

Pour les opérations en cours, les montants acquittés au titre du principal et des intérêts au cours du quatrième trimestre 2010 se chiffrent respectivement à 13,1 milliards de FCFA et 3,6 milliards de FCFA contre 8,3 milliards de FCFA et 2,3 milliards de FCFA au troisième trimestre 2010. Les engagements s'élèvent à 28,9 milliards de FCFA contre 22,7 milliards de FCFA au troisième trimestre 2010. Le montant des tirages se chiffre à 22,0 milliards de FCFA contre 20,8 milliards de FCFA au troisième trimestre 2010.

L'encours de la dette bilatérale a régressé de 80,0% par rapport à fin décembre 2009 et se chiffre à 51,9 milliards de FCFA.

A fin décembre 2010, les arriérés du principal et des intérêts se chiffrent respectivement à 1,2 milliard de FCFA et 0,1 milliard de FCFA contre respectivement 0,2 milliard de FCFA et 0,2 FCFA au troisième trimestre 2010.

Au cours de la période sous revue, les nouveaux engagements et les tirages s'établissent respectivement à 6,9 milliards de FCFA et 0,6 milliard de FCFA. Le montant des annulations s'est élevé à 11,4 milliards de FCFA contre 4,5 milliards de FCFA au troisième trimestre 2010. Les payements effectués en principal et en intérêts ont été respectivement de 0,0 (zéro) FCFA et 0,3 milliard de FCFA au cours de la période sous revue contre respectivement 0,0 milliard de FCFA et 0,0 (zéro) FCFA au troisième trimestre 2010.

L'encours de la dette éligible au Club de Paris est de zéro FCFA suite à l'annulation totale de 227,7 milliards de FCFA à fin décembre 2010.

Le montant total des arriérés de paiements à fin décembre 2010 est nul, tout comme un an plus tôt.

L'encours de la dette due aux créanciers du Club de Londres est de 31,4 milliards de FCFA contre 25,2 milliards de FCFA à fin décembre 2009, soit une hausse de 6,2 milliards de FCFA.

I.2.2.2. Dette intérieure

L'encours de la dette intérieure, à fin décembre 2010, s'élève à 472,9 milliards de FCFA contre 491,6 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une baisse de 3,8%. Il se décompose comme suit :

TABLEAU 3.1 : Encours de la dette intérieure en milliards de FCFA

Catégorie de Dettes	Total	Pourcentage (%)
Dette commerciale	40,5	9%
Dette financière	306,7	65%
Dette sociale	102,6	22%
Engagements et risques	23,1	5%
Total	**472,9**	100%

I.3. Secteur monétaire

I.3.1. Les décisions sur la politique monétaire

Par rapport à fin décembre 2009, la situation monétaire à fin décembre 2010 est caractérisée par une hausse de 18,2 milliards de FCFA des avoirs extérieurs nets, une augmentation de 90,3 milliards de FCFA du crédit intérieur et un accroissement de 100,3 milliards de FCFA de la masse monétaire.

I.3.1.1. Avoirs extérieurs nets

A fin décembre 2010, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires du Togo sont évalués à 259,5 milliards de FCFA dont 193,5 milliards de FCFA pour la Banque Centrale et 66,0 milliards de FCFA pour les banques.

Comparativement au niveau de décembre 2009, les AEN ont progressé de 7,6% du fait de l'augmentation de 31,7 milliards de FCFA des AEN de la Banque Centrale, atténuée par la baisse de 13,5 milliards de FCFA des AEN des banques.

La progression de 19,6% des AEN de la Banque Centrale est principalement liée à la hausse des avoirs extérieurs bruts, notamment la position créditrice en disponibilité extérieure (+23,8 milliards de FCFA) et les avoirs auprès du FMI (+6,0 milliards de FCFA). Quant aux AEN des banques, la baisse de 17,0% constatée fait suite à l'accroissement des engagements extérieurs (+45,1 milliards de FCFA), atténué par la hausse de 31,6 milliards de FCFA des avoirs extérieurs bruts.

I.3.1.2. Crédit intérieur

Le crédit intérieur a augmenté de 22,2% en s'établissant à 497,5 milliards de FCFA à fin décembre 2010, en liaison avec l'aggravation de 26,5 milliards de FCFA de la Position Nette du Gouvernement et la hausse de 63,7 milliards de FCFA des crédits à l'économie.

I.3.1.2.1. Position nette du gouvernement

En passant de 112,2 milliards de FCFA en décembre 2009 à 138,8 milliards de FCFA à fin décembre 2010, la PNG s'est dégradée de 23,6%, sous l'effet cumulé du reflux de 12,3 milliards de FCFA des dépôts publics à la BCEAO d'une part et de l'accroissement de 21,8 milliards de FCFA des concours du FMI d'autre part. Ces évolutions ont été atténuées par les remboursements effectués par l'État au titre du découvert consolidé ainsi que les hausses de 4,2 milliards de FCFA des dépôts de l'État dans les banques et de 1,5 milliards de FCFA des encaisses du Trésor Public en billets et monnaies.

I.3.1.2.2. Crédits à l’économie

Les crédits à l’économie se chiffrent à 358,8 milliards de FCFA en hausse de 21,6% par rapport aux 295,0 milliards de FCFA de décembre 2009.

Les crédits de campagne enregistrent un accroissement de 0,014 milliards de FCFA pour se situer à 0,03 milliards de FCFA à fin décembre 2010 et sont en retrait de 1,8 milliards de FCFA par rapport à l'objectif révisé de 1,8 milliards de FCFA fixé par le programme monétaire pour fin décembre 2010.

Les crédits ordinaires se consolident de 63,7 milliards de FCFA, en passant de 295,0 milliards de FCFA en décembre 2009 à 358,7 milliards de FCFA en décembre 2010.

La hausse des crédits bancaires est portée principalement par les secteurs des « industries extractives », des « services divers », des « activités industrielles » et des « transports, entrepôts et communication ».

I.3.1.3. Masse monétaire

La masse monétaire est passée de 616,7 milliards de FCFA en décembre 2009 à 717,0 milliards de FCFA à fin décembre 2010, en progression de 16,3%. Cette évolution est portée par la circulation fiduciaire et les dépôts en banque respectivement pour 43,0 milliards de FCFA et 56,6 milliards de FCFA.

I.4. Secteur extérieur

I.4.1. Commerce extérieur

Données non disponibles.

I.4.2. Balance des paiements

I.4.2.1. Estimations de la balance des paiements 2010

En 2010, le solde global de la balance des paiements est excédentaire de 18,0 milliards et résulte d'un déficit courant de 94,8 milliards et d'un excédent des flux nets de capitaux de 112,7 milliards.

I.4.2.1.1. Balance courante

Le déficit courant s'établit à 94,8 milliards, en aggravation de 11,4 milliards par rapport à l'année 2009 en raison notamment de la dégradation des balances des biens, des services et des revenus.

La détérioration de 8,8 milliards de la balance des biens est consécutive à la hausse de 24,8 milliards des importations plus forte que celle de 16,0 milliards des exportations.

La hausse des importations de biens est due notamment au renchérissement du coût des produits pétroliers et alimentaires, et à l'accroissement des achats de biens intermédiaires et d'équipement dans le cadre de la poursuite du programme de réhabilitation des infrastructures routières et énergétiques et de modernisation des équipements du Port Autonome de Lomé (PAL) en vue du renforcement de sa capacité de manutention et d'entreposage.

La balance des services se dégrade de 6,1 milliards suite à l'accroissement du coût du fret consécutif à la hausse des importations de biens et à la dégradation de 15,3 milliards du solde des autres services. L'évolution du solde des autres services est induite, notamment, par la hausse des importations de services d'ingénierie et de bâtiments et travaux publics dans le cadre de la poursuite de mise en œuvre du programme de réhabilitation et de modernisation des infrastructures routières, portuaires et énergétiques du Togo.

Le déficit des revenus se creuse de 4,2 milliards par rapport à 2009 en liaison notamment avec la progression des intérêts dus au titre des tirages sur ressources extérieures et avec l'accroissement des dividendes versés aux investisseurs directs étrangers.

Le solde excédentaire des transferts courants s'établit à 166,2 milliards en 2010, en progression de 7,7 milliards par rapport à 2009 suite à la hausse des envois de fonds des travailleurs émigrés.

Dans ce contexte, le solde courant hors dons de la balance des paiements rapporté au PIB courant se situe à -8,7% contre -8,3% en 2009.

I.4.2.1.2. Compte de capital et d'opérations financières

Dans un contexte de poursuite des réformes dans le cadre du programme financier triennal au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC) et d'atteinte du point d'achèvement au titre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE), le solde du compte de capital et d'opérations financières est de 112,7 milliards en 2010 en amélioration de 26,8 milliards par rapport aux 85,9 milliards de 2009. Cette évolution résulte notamment des hausses respectives de 5,0 milliards et 25,5 milliards des flux nets d'investissements directs et des investissements de portefeuille.

L'amélioration des flux nets d'investissement de portefeuille est consécutive essentiellement à l'émission, en novembre 2010, de bons du Trésor togolais sur le marché des titres publics de l'UEMOA souscrits par les non-résidents pour 15,5 milliards de FCFA.

Quant aux flux nets des investissements directs, leur hausse est favorisée notamment par :

- les avances de fonds reçues des investisseurs directs étrangers en janvier 2010 par le secteur des télécommunications. Cette réception de fonds s'inscrit dans le cadre du paiement dû à l'État togolais pour le renouvellement de licence de téléphonie mobile ;
- les investissements réalisés par les non-résidents dans le cadre de la modernisation des équipements du Port Autonome de Lomé.

II. PERFORMANCE AU TITRE DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

II.1. Critères de premier rang

- **Déficit budgétaire hors dons base engagement / PIB (norme : ≤ 4%)**

-3,6% en 2010 contre -4,9% en 2009.

L'évolution du ratio s'explique par :

- Une bonne performance des recettes budgétaires dont le rapport au PIB passe de 16,9% en 2009 à 18,2% en 2010. Ces recettes ont augmenté plus que proportionnellement à l'augmentation des dépenses ;
- Le rapport des dépenses courantes au PIB a évolué à la baisse, passant de 15,7% en 2009 à 14,4% en 2010 ;

- Le rapport des dépenses en capital sur financement intérieur a progressé, passant de 2,5% en 2009 à 2,8% en 2010, traduisant les efforts du gouvernement en matière d'investissement public.

- **Taux d'inflation de fin de période (norme : ≤ 5%)**

Le taux d'inflation en 2010 est de 3,8% contre -2,4% en 2009. Ce résultat s'explique par l'évolution des prix des fonctions «Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants», «Transports», «Enseignement» et «Restaurants et hôtels» en décembre 2010.

- **Financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale (norme : ≤ 10% des recettes fiscales de l'année n - 1)**

Critère respecté depuis des années.

- **Réserves brutes (norme : ≥ 6 mois d'importation)**

7,3 mois en 2010 contre 6,9 mois en 2009.

II.2. Critères de second rang

- **Variation d'arriérés de paiement (norme : non accumulation)**

Globalement, la variation nette des arriérés de paiements est de -45,7 milliards de FCFA en 2010 contre -10,3 milliards de FCFA en 2009.

- **Taux de pression fiscale : (norme : ≥ 20%)**

Le taux de pression fiscale s'établit à 15,6% en 2010 contre 15,3% en 2009.

- **Masse salariale / recettes fiscales (norme : ≤ 35%)**

Ce taux s'établit à 33,5% en 2010 contre 41,2% en 2009.

- **Investissements publics financés sur ressources internes / recettes fiscales (norme ≥ 20%)**

Ce ratio est de 18,7% en 2010 contre 16,5% en 2009.

III. HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

III.1. Protocoles et Conventions de la CEDEAO non encore ratifiés par le Togo

En termes de ratification et du respect de la mise en œuvre des protocoles et conventions de la CEDEAO, le Togo déploie des efforts importants en vue de la ratification des textes communautaires.

Le Togo a ratifié la quasi totalité des protocoles et conventions de la CEDEAO.

III.2. Libre circulation des personnes et des biens, droit de résidence et d'exercice des professions libérales

La libre circulation des personnes et des biens, le droit de résidence et d'exercice des professions libérales est un droit reconnu à tout citoyen de la Communauté au Togo.

Depuis 2009, le Togo a mis en circulation le passeport CEDEAO permettant à ses citoyens de l'obtenir à moindre coût et de pouvoir circuler librement dans l'espace CEDEAO.

Suite au rapport de l'observatoire des pratiques anormales mis en place par la Commission de l'UEMOA avec l'appui financier de l'USAID, il est demandé aux Etats membres de lever les barrières non tarifaires sur les routes qui constituent un obstacle à la promotion du commerce intra-régional. Le Togo, en application des textes communautaires sur la levée des barrières non tarifaires, ne maintient que deux postes de contrôle sur l'axe Lomé-Cinkassé du corridor Lomé- Ouagadougou.

De même, dans le cadre de la facilitation du commerce et transport sur le corridor Abidjan-Lagos, le Togo a supprimé les postes de contrôle superflus sur l'axe Aflao-Sanvee Condji.

Ces avancées ont été possibles grâce à la mise en place d'un comité de facilitation des transports piloté par la direction des transports routiers et ferroviaires.

Le dernier rapport de l'observatoire des pratiques anormales sur le corridor Lomé-Ouagadougou fait ressortir qu'au Togo, la perception des paiements illicites de la police, de la gendarmerie et des douanes sont moins élevées par rapport aux autres pays. Les pertes de temps sont également plus réduites que ce qui est enregistré dans les autres pays membres de la communauté.

III.3. Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO

Dans le cadre du suivi de l'application des dispositions du schéma de libéralisation des échanges, un arrêté a été pris le 10 septembre 2003 instituant le comité national d'agrément composé comme suit :

- Direction de l'industrie (présidence) ;
- Cellule CEDEAO (secrétariat) ;
- Direction Générale des Douanes (membre).

Le comité national d'agrément étudie les dossiers d'agrément et fait les recommandations d'agrément à l'autorité compétente sur l'entreprise remplissant les conditions. Les demandes sont traitées dans un délai de trois mois à l'issue duquel une décision est notifiée au demandeur.

Les entreprises dont les produits sont agréés reçoivent un numéro d'immatriculation de sept caractères numériques. Les trois premiers caractères représentent le code géographique du Togo.
A la date du 31 décembre 2010, le comité d'agrément a accordé 45 agréments et 153 produits ont été agréés dont 36 au titre de l'année 2010.

Aujourd'hui, sur les 45 entreprises agréées, 9 ont cessé leurs activités.

IV. PERSPECTIVES 2011

La prévision de l'année 2011 repose sur l'hypothèse d'une progression de la production vivrière suite au maintien des mesures de soutien du gouvernement aux paysans, notamment la mise à disposition des engrais. L'activité sera également soutenue par les bâtiments et travaux publics bien orientés grâce à la poursuite des efforts de reconstruction des infrastructures engagés par le Gouvernement.

Une augmentation de la production du coton est envisagée compte tenu des performances enregistrées au cours de l'année 2010 dans cette filière confirmant ainsi le retour escompté de la confiance des producteurs. La prévision du Comité de Coordination des Filières Café-Cacao (CCFCC) est retenue pour la production du café-cacao, tout comme celle des compagnies WACEM, CIMTOGO et FORTIA pour la production respectivement de clinker et de ciment. La production de phosphate augmenterait, très légèrement, suite à un début de concrétisation des efforts de rénovation des équipements de production entrepris par la SNPT.

L'augmentation des dépenses publiques prévues dans le budget 2011 ainsi que la prévision à la hausse des exportations non traditionnelles[3] dans la balance des paiements constituent des sources additionnelles de croissance en 2011. La hausse programmée des dépenses publiques en général et des dépenses en capital en particulier aura comme conséquence un accroissement important de la FBCF publique et, partant, celui des BTP. Cette situation profiterait aux industries connexes du bâtiment (clinker, ciment, fer à béton…).

Le secteur tertiaire, notamment le commerce, le transit et les transports demeurera bien orienté en liaison avec le regain d'activité du Port autonome de Lomé. Le Togo entamera par ailleurs des discussions avec les Institutions de Bretton Woods en vue de la mise en place d'un nouveau programme.

Le principal facteur de risque demeure la vulnérabilité du Togo aux aléas climatiques et aux chocs sur les échanges extérieurs sans oublier la question de la gestion des excédents agricoles vivriers qui commence à se poser suite au succès de la politique de relance de la production vivrière mise en œuvre par le Gouvernement depuis 2009.

[3] Hors café, cacao, coton et phosphate

Les résultats attendus en 2011 sont les suivants :

PIB réel	:	**3,9%**
Taux d'inflation	:	**1,1%**
Recette budgétaire/PIB	:	**19,3%**
Solde global des finances publiques/ PIB	:	**-9,7%**
Solde des paiements courants de la balance des paiements/PIB	:	**-8,5%**
Solde global de la balance des paiements/PIB	:	**-1,3%**
Variation de la masse monétaire	:	**19,6%**
Taux d'endettement (extérieur + intérieur/PIB)	:	**39,1%**

CONCLUSION

La relance de l'activité économique mondiale s'est poursuivie au quatrième trimestre 2010 de manière très contrastée à travers les différentes régions. Le chômage reste encore élevé dans les pays développés de même que l'inflation dans les pays émergents. Toutefois, Les cours de produits de base sont élevés en liaison avec une demande mondiale croissante, de mauvaises récoltes de blé en Russie et de troubles socio politiques en Afrique du Nord et au Proche Orient.

Au niveau national, le taux de croissance du PIB demeure encore faible eu égard aux objectifs de réduction de la pauvreté, malgré les résultats encourageants enregistrés au niveau de l'agriculture vivrière et du coton. L'inflation reste maîtrisée et la production industrielle affiche une certaine vigueur.

ANNEXES

Agrégats macroéconomiques	2006	2007	2008	2009	Estim. 2010
Taux de croissance réel (%)	3,90	2,08	2,36	3,35	3,70
Dèflateur du PIB {%)	0,31	2,41	14,27	1,87	1,88
Indice des prix à la consommation (moyenne)	2,23	0,95	8,69	1,94	1,40
Indice des prix à la consommation (fin de période)	1,46	3,41	10,27	-2,43	3,77
PIB à prix courant (en milliards FCFA)	1160,11	1212,82	1418,53	1493,55	1577,88
PIB par tête (en milliers de FCFA)	217,38	221,93	253,49	260,64	268,90
Secteur Extérieur					
Exports, f.o.b. (milliards CFA francs)	394,48	324,42	381,92	426,40	442,38
Imports, f.o.b. (milliards CFA francs)	-637,29	-513,80	-585,45	-621,00	-645,81
balance commerciale	-242,81	-189,39	-203,53	-194,60	-203,43
TRANSACTIONS COURANTES	-177,96	-103,45	-99,38	-83,42	-94,77
SOLDE GLOBAL	70,01	0,49	36,96	5,04	18,01
Balance des paiements courants en % du PIB	-15,34	-8,53	-7,01	-5,59	-6,01
Balance des paiements courants hors transferts officiels	-192,32	-119,98	-121,96	-121,75	-133,10
Bal. des paiem. courants hors transferts officiels en % PIB	-16,58	-9,89	-8,60	-8,15	-8,44
Secteur Monétaire					
Avoirs Extérieurs Nets	204,00	199,06	238,51	241,22	259,46
Crédit Intérieur	199,00	263,30	321,87	407,25	497,54
Position Nette du Gouvernement	2,70	8,23	78,61	112,24	138,78
Crédit à l'Economie (pourcentage growth)	196,30	255,07	243,26	295,01	358,76
Masse monétaire	384,90	449,57	531,40	616,69	717,03
Opérations Financière de l'Etat					
1.1 Recettes budgétaires	195,90	204,52	220,68	252,39	296,89
Recettes fiscales	179,12	195,86	211,24	229,09	246,67
1.2 Dons	15,99	20,39	29,26	64,88	62,26
Total dépenses et prets nets	244,20	221,11	253,25	326,30	354,47
dépense en capitale sur ressources intérieures	6,42	13,97	27,31	37,79	46,23
Traitements et salaires	59,27	64,29	70,41	94,33	82,62
SOLDE GLOBAL HORS DONS	-48,30	-16,59	-32,57	-73,91	-57,59
SOLDE GLOBAL	-32,31	3,80	-3,31	-9,03	4,67
Recettes budgétaires en % du PIB	16,89	16,86	15,56	16,90	18,82
Solde global hors dons base ordonnancements en % du PIB	-4,16	-1,37	-2,30	-4,95	-3,65
Dette Publique					
Encours de la Dette publique Extérieure	782,82	847,23	680,01	770,10	236.3
Encours de la Dette Publique Intérieure	311,13	319,02	460,90	491,60	472,9
Encours dette publique total / PIB	94,30	96,16	80,43	84,48	63,14
Encours dette extérieure / PIB	67,48	69,86	47,94	51,56	33,17
Encours dette intérieure / PIB	31,86	31,09	47,39	48,04	42,49
Service de la dette extérieure / recettes budgétaires	0,60	3,01	11,09	14,86	5,79
Service de la dette extérieure / exportations biens et services	0,23	1,36	4,81	6,64	2,82

Source : DP/MEF

Rapport Annuel 2010 sur la Surveillance Multilatérale/ CEDEAO

FICHES 4 : FINANCES PUBLIQUES					
	2006	2007	2008	2009	2010
RECETTES TOTALES ET DONS (R1)	211,9	224,9	249,9	317,3	359,1
RECETTES TOTALES HORS DONS (R2)	195,9	204,5	220,7	252,4	296,9
40100 RECETTES COURANTES (R3)	195,9	204,5	220,7	252,4	296,9
40101 * Fiscales:	179,1	195,9	211,2	229,1	246,7
40102 * Non fiscales:	16,8	8,7	9,4	23,3	50,2
40300 DONS:	16,0	20,4	29,3	64,9	62,3
40301 * DONS COURANTS (R4)	1,6	12,3	13,8	22,8	30,1
40302 * DONS EN CAPITAL (R5)	14,3	8,1	15,5	42,1	32,2
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS (D1)	244,2	221,1	253,3	326,3	354,5
DEPENSES TOTALES (D2)	244,2	225,1	253,0	326,3	354,5
40500 DEPENSES COURANTES (D3):	196,8	201,1	203,1	234,1	230,9
40501 * Salaires et traitements	59,3	64,3	70,4	94,3	82,6
40502 * Transferts et subventions	23,9	32,3	51,4	23,9	27,9
40503 * Subventions aux entreprises publiques					
40504 * Autres dépenses courantes	113,7	104,5	81,4	115,9	120,4
405040 * Matières et fournitures	35,0	29,8	59,2	40,4	48,4
405041 * Intérêts de la dette publique (D4)	10,5	15,6	10,8	12,8	15,1
40600 DEPENSES EN CAPITAL (D5)	47,3	24,1	49,9	92,2	123,6
40601 * Sur financement interne (D51)	6,4	14,0	27,3	37,8	46,2
40602 * Sur financement externe (D52)	40,9	10,1	22,6	54,4	77,3
SOLDE COURANT (R3 - D3)	-0,9	3,4	17,6	18,3	66,0
SOLDE GLOBAL HORS DONS (R2 - D1)	-48,3	-16,6	-32,6	-73,9	-57,6
SOLDE GLOBAL (R1 - D1)	-32,3	3,8	-3,3	-9,0	4,7
41000 VARIATION DES ARRIERES	3,2	-3,8	0,3	-11,7	-45,7
41001 * intérieurs	-5,2	-12,5	0,0	-11,6	-45,7
41002 * Sur intérêts extérieurs	8,4	8,7	0,3	-0,1	0,0
R1-D1+41000 SOLDE GLOBAL BASE CAISSE	-29,1	0,0	-3,0	-20,8	-41,0

FICHE 6 : SITUATION MONETAIRE (en milliards de FCFA)					
	2006	2007	2008	2009	2010
60100-60200 AVOIRS EXTERIEURS NETS	204,0	199,1	238,5	241,2	259,5
60101-60201 Banque Centrale	153,0	162,5	188,5	161,7	193,5
60102-60202 Banques commerciales	51,0	36,6	50,0	79,5	66,0
60300 CREDIT INTERIEUR	199,0	263,3	321,9	407,2	497,5
60301 Position nette du gouvernement	2,7	8,2	78,6	112,2	138,8
60302 Crédits à l'économie	196,3	255,1	243,3	295,0	358,8
603021 crédits de campagne	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0
603022 crédits ordinaires	196,2	254,6	243,3	295,0	358,7
6030221 crédits douteux et litigieux	42,1	50,6	9,9	13,3	15,2
60400 MASSE MONETAIRE	384,9	449,6	531,4	616,7	717,0
60401 Circulation fiduciaire	100,1	122,0	129,2	140,3	183,3
60402 Dépôts en banque	283,2	323,7	397,2	469,4	525,9
604021 . organismes publics	34,1	43,3	54,0	54,5	49,3
604022 . autres	249,1	280,4	343,2	414,8	476,6
60403 Dépôts en CCP	1,6	3,9	5,1	7,0	7,8
60500 AUTRES ELEMENTS NETS	18,1	12,8	29,0	31,8	40,0

Critères de convergence de la CEDEAO

Critères	2006	2007	2008	2009	2010
Critères de premier rang					
Déficit budgétaire hors dons base engagement / PIB (< ou = à 4%)	-4,2	-1,4	-2,3	-4,9	-3,6
Taux d'inflation annuel fin de période (< ou = à 5%)	1,5	3,4	10,3	-2,4	3,8
Financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale (10% des recettes fiscales de l'année n-1)	-1,6	-1,4	-1,2	17,3	-1,1
Réserves brutes: > ou = à 6 mois d'importation)	4,2	5,0	6,3	6,9	7,3
Critères de deuxième rang					
Variation d'arriérés de paiements	46,4	10,2	-424,5	-10,3	-45,7
Taux de pression fiscale (> ou = à 20%)	15,4	16,1	14,9	15,3	15,6
Masse salariale / recettes fiscales (< ou = à 35%)	33,1	32,8	33,3	41,2	33,5
Investissements financés sur ressources internes / recettes fiscales (> ou = à 20%)	3,6	7,1	12,9	16,5	18,7
Stabilité du taux de change réel					
Taux d'intérêt: doit être positif					